

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'Irak, la Corée du Nord, la lutte contre la pauvreté dans le monde, la Côte d'Ivoire, la diversité culturelle et sur le Proche-Orient, Copenhague le 24 septembre 2002.

Mesdames, Messieurs,

Chacun comprendra naturellement que je commence par exprimer mes remerciements à la présidence danoise et au premier Ministre FOGH RASMUSSEN, qui avait bien organisé ce sommet qui s'est déroulé de façon parfaitement satisfaisante. Et je remercie aussi naturellement les Copenhaguais qui ont, semble-t-il, accepté avec bonne humeur les contraintes, notamment en matière de circulation, qui leur ont été imposées.

Ce quatrième sommet de l'ASEM intervient dans un contexte international un peu incertain et il a bien souligné, dans ce contexte, l'importance du dialogue en général et du dialogue entre l'Asie et l'Europe en particulier. Vous savez que ces sommets de l'ASEM ont pour caractéristique d'être à la fois informels et restreints. Et, de ce point de vue, ils permettent des échanges de vues particulièrement efficaces dans la mesure où ils ne s'opèrent pas sous la pression. C'est en règle générale des entretiens limités, très limités, et c'est une méthode qui, incontestablement, est utile et porte ses fruits.

Alors, les travaux de dimanche, à l'occasion du dîner, ont porté essentiellement sur deux sujets : la Corée du nord et l'Europe, avec en particulier les conséquences de l'euro et les perspectives de l'élargissement. Pour ce qui concerne la Corée du nord, nous avons eu un compte-rendu très intéressant du Premier ministre japonais de ses entretiens à Pyongyang le 17 septembre et de l'ouverture qui a été ainsi faite par le Japon et reçue, bien reçue, par la Corée du nord. Nous avons eu aussi, bien entendu, un commentaire du Président KIM Dae-Jung, le Président de Corée du sud, qui, vous le savez, est porteur, avec sa "sunshine policy", d'une politique d'ouverture. Naturellement, tout le monde a approuvé ces initiatives et cette évolution.

S'agissant de l'Union européenne, nous avons noté un grand intérêt de nos partenaires asiatiques pour l'euro. Intérêt d'ailleurs qui n'est pas seulement intellectuel puisque, concrètement, depuis un an ou un an et demi, la part des réserves des pays asiatiques en euros a très sensiblement augmenté, très, très sensiblement augmenté. Ce qui est évidemment un signe, non seulement d'intérêt mais de confiance.

S'agissant de l'élargissement, là aussi, manifestement, il y a un intérêt très grand de nos partenaires qui notamment s'interrogent sur notre capacité à avoir à la fois un renforcement important de nos liens avec notre environnement européen extérieur à l'Union, tout en continuant à affirmer la volonté de renforcer nos liens avec nos partenaires asiatiques.

S'agissant des travaux de lundi, ils ont été dominés par des échanges de vues essentiellement sur l'Iraq et plus généralement sur la situation internationale depuis le 11 septembre.

Concernant l'Iraq, nous sommes tombés d'accord sur deux points : d'abord pour souligner que l'important était le désarmement durable de l'Iraq, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Et, deuxièmement, pour dire que cette affaire devait être traitée aux Nations Unies, dans le cadre des Nations Unies, c'est-à-dire dans un cadre multilatéral.

S'agissant de la France, bien entendu, et ce sentiment est partagé par l'ensemble de nos

partenaires, nous voulons le retour sans délai et sans conditions des inspecteurs des Nations Unies, absents depuis quatre ans maintenant. Nous pensons que les inspections peuvent être efficaces et que nous avons à cet égard les résolutions nécessaires du Conseil de sécurité.

L'important, maintenant, c'est que l'Iraq accepte de se conformer à l'ensemble des conditions mises par les résolutions et ceci, naturellement, sans aucune restriction.

Alors, faut-il ou non rappeler ces conditions dans une résolution supplémentaire du Conseil de sécurité ? Je ne suis pas sûr que ce soit indispensable mais, à partir du moment où il s'agit simplement d'un rappel des conditions mises au retour des inspecteurs et à la discipline que cela implique de la part des autorités iraqiennes, si on veut le répéter, il n'y a naturellement pas d'inconvénient.

J'ajouterai que le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Kofi ANNAN, de notre point de vue, et j'ai observé que c'était le point de vue de tous nos partenaires, gère cette affaire avec beaucoup de sagesse, beaucoup d'intelligence, beaucoup de compétence et, bien entendu, pour ce qui nous concerne, nous lui apportons notre soutien le plus total. Et là encore, j'ai vu que c'était le sentiment partagé par nos partenaires.

La discussion d'hier soir a démontré néanmoins que quelques uns, tout à fait minoritaires, s'interrogeaient sur l'idée que le Conseil de sécurité, d'une façon ou d'une autre, devrait peut-être, dans une résolution, prévoir un recours éventuel à la force. Telle n'est pas l'opinion de la France et telle n'est pas l'opinion de la très très grande majorité de nos partenaires réunis ici, à Copenhague. Nous estimons qu'il faut laisser sa chance à la paix et avancer pas à pas. Cette affaire est grave. Elle doit être traitée avec beaucoup de gravité et de sérieux en envisageant la totalité de ses conséquences et, aussi, les perspectives à moyen terme de l'évolution de la situation.

Il va de soi, cependant, que si l'Iraq refusait de coopérer pleinement avec les Nations Unies, alors, il faudrait que le Conseil de sécurité, mais lui seul en a la compétence, en tire les conséquences le moment venu et dans les conditions qu'il estimera devoir retenir.

S'agissant plus généralement du thème de notre session, la situation internationale depuis le 11 septembre dernier, j'ai souligné que la lutte anti-terroriste devait être naturellement conduite avec l'ensemble des autres pays du monde, que la cohésion de la coalition anti-terroriste était quelque chose de tout à fait capital, que ce combat devait être mené, je le répète, avec détermination mais également dans le respect du droit. Et, de ce point de vue, j'ai en particulier invité nos partenaires de l'ASEM à se joindre à l'initiative importante que nous avons prise à Kananaskis pour ce qui concerne le contrôle des matériaux sensibles et pour prévenir l'utilisation des armes de destruction massive par des terroristes.

Nous avons adopté une déclaration sur la lutte contre le terrorisme qui me semble à la fois ambitieuse et réaliste et qui comporte notamment des engagements de renforcer les relations entre nos différents services, ce qui se fait actuellement et ce qui se fera de plus en plus.

Nous avons, à partir de là, poursuivi sur un aspect, un autre aspect essentiel de la prévention des conflits et des défis de la mondialisation et du développement, qui est le dialogue des cultures et des civilisations. Je ne développerai pas davantage ce thème qui, vous le savez, est cher à la France.

Dans ce contexte, et dans celui plus large des moyens pour prévenir les crispations identitaires que l'uniformisation ne manque pas de créer et qui sont liées à la mondialisation et à ses effets pervers, elle a aussi d'excellents effets, naturellement, mais elle a également des effets pervers qu'il s'agit de maîtriser, j'ai rappelé notre proposition d'une Convention mondiale pour la diversité culturelle dans le cadre de l'UNESCO. Et nous avons été approuvés par nos partenaires.

Dans l'après-midi de lundi, nous avons évoqué les questions liées à la mondialisation. J'ai fait observer que la caractéristique de notre temps, cela a peut-être d'ailleurs toujours été comme ça, c'est que bien souvent nous sommes, nous avons notre vision limitée par des événements immédiats. L'arbre cache en général la forêt, on ne s'intéresse qu'à l'arbre et on s'aperçoit ensuite que l'essentiel ce n'est pas l'arbre mais naturellement la forêt.

Et la caractéristique de notre temps, ce sont les menaces qui pèsent très gravement sur nos

sociétés et sur nos peuples, et qui sont nombreuses. C'est la pauvreté, ce sont les inégalités qui s'accroissent, c'est le pillage dramatique des ressources de la planète, c'est l'internationalisation de la grande criminalité, de la criminalité organisée, c'est le développement de toutes sortes de dérives mafieuses et notamment de trafics, aussi bien s'agissant de la drogue que des êtres humains, des femmes, des enfants, bref, c'est toute la face cachée de la mondialisation, les effets négatifs ou pervers de la mondialisation qui doivent être maîtrisés. Et, dans ce domaine, nous avons longuement parlé de ces questions, en évoquant les problèmes liés aux flux migratoires entre nos pays, les meilleurs moyens de lutter contre la drogue ou d'accroître notre coopération contre la corruption, le blanchiment de l'argent sale, la manière de combattre plus efficacement le trafic international, notamment des femmes et des enfants. Là, nous avons trouvé vraiment une volonté qui m'est apparue plus consistante, plus responsable, plus affirmée que je n'avais eu l'occasion de le voir dans le passé.

Et, dans ce contexte plus général, il est apparu naturellement qu'il fallait des moyens, les moyens du développement durable, mais les moyens aussi de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, que ces moyens, ils n'étaient à l'évidence pas fournis par les perspectives de l'aide publique au développement et qu'il fallait trouver autre chose. C'est la raison pour laquelle, pour la première fois, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement ont approuvé notre proposition d'ouvrir une réflexion sur les moyens d'opérer une ponction, légère, mais importante dans ses résultats, sur les richesses engendrées par la mondialisation. C'est à mon avis le seul moyen de faire face aux nécessités qu'impliquent la solidarité et le développement durable.

Ce débat, qui est un débat, je crois, fondamental pour demain, a été un peu obscurci, passionné par la polémique sur la taxe Tobin. C'est dommage. Ce que je souhaite, c'est qu'on prenne une décision collective admettant ou souhaitant ou impliquant la création d'une taxation d'une partie, d'une faible partie d'ailleurs, ce sera suffisant, des richesses créées, engendrées par la mondialisation afin de mobiliser les moyens nécessaires pour lutter contre les effets pervers de la mondialisation. Et si nous nous mettons d'accord sur cette idée, alors, nous pourrions ensemble réfléchir aux moyens techniques de sa mise en oeuvre sans mettre la charrue avant les boeufs, ce qui n'est jamais un bon moyen de progresser.

Nous avons également abordé la préparation du cycle des négociations de l'OMC, décidé à Doha. Ce matin, nous avons passé en revue les différents programmes de coopération concrète, je viens de les évoquer, je n'y reviendrai pas, notamment en ce qui concerne la lutte contre la drogue, l'employabilité, la formation tout au long de la vie et puis les problèmes liés à la coopération dans le domaine de la lutte contre la corruption, le blanchiment et le crime organisé.

Alors, enfin, pour terminer, j'ai eu également des entretiens bilatéraux formels et de fond avec les Premiers ministres du Japon, de Malaisie, de Singapour et le Président de Corée et puis, naturellement, au gré des circonstances, des couloirs ou des repas, avec la plupart de nos partenaires, et notamment notre partenaire chinois que nous recevons jeudi à Paris, le premier Ministre ZHU Rongji, et les autres participants, bien entendu. Tout cela se termine, de mon point de vue, par un bilan positif. C'est-à-dire une affirmation de l'importance de la relation entre l'Europe et l'Asie.

Nous allons poursuivre dans deux ans à Hanoï et c'est un déplacement dont je me réjouis tout particulièrement, parce que le Vietnam est une grande nation et est un peu le symbole de la relation très profonde et très forte qui unit la France et l'Asie.

QUESTION - Un dossier que vous n'avez pas abordé, bien sûr, avec vos partenaires, c'est la situation en Côte d'Ivoire. Quel est votre sentiment ? Est-ce que la situation va dans le bon sens, un apaisement, ou au contraire êtes-vous inquiet ? Est-ce que la France a à jouer un rôle de médiateur entre le Président ivoirien et les insurgés ?

LE PRESIDENT - Il faut dire que, d'abord, nous sommes très, très tristes d'avoir cette crise en Côte d'Ivoire, au moment même d'ailleurs où les perspectives économiques de la Côte d'Ivoire s'amélioreraient, avec notamment l'augmentation très sensible des cours du cacao. Nous sommes très tristes.

Je suis également préoccupé par cette situation. Le climat aujourd'hui est redevenu calme à Abidjan mais l'ordre public n'est toujours pas rétabli ni à Bouaké ni à Korbogo. Alors, nous avons

Aujourd'hui mais l'ordre public n'est toujours pas rétabli ni à Bouaké ni à Korhogo. Alors, nous avons pour notre part répondu aux demandes du gouvernement ivoirien pour notamment assurer la sécurité des Français et des étrangers, nombreux, qui se trouvent à Bouaké et à Korhogo.

J'ajoute que la France soutient naturellement l'action diplomatique des Chefs d'Etat de la région qui s'efforcent de résoudre et d'engager avec le Président ivoirien une solution de cette crise par le seul moyen approprié, c'est à dire la modération et la négociation.

QUESTION - Tony BLAIR a présenté aujourd'hui des preuves qui selon lui accusent l'Iraq. Est-ce que ces preuves, vous en avez eu connaissance et est-ce que, selon vous, elles justifieraient éventuellement une intervention militaire ?

LE PRESIDENT - Nous n'avons pas connaissance, naturellement, des preuves qui viennent d'être rendues publiques par Tony BLAIR. Sur ces problèmes, nous avons naturellement des indices, à défaut de preuves. Et c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous souhaitons avec beaucoup de fermeté que les inspecteurs reviennent et qu'ils aient la totalité des moyens nécessaires pour voir ce qui se passe en Iraq, s'il y a ou non des armes de destruction massive, quelle que soit leur nature, et le cas échéant, s'il y en a, qu'ils s'assurent de leur destruction, conformément à leur mission. Alors, voilà pour cela.

Autrement, je n'ai rien d'autre à ajouter à ce que j'ai dit tout à l'heure sur la position de la France en ce qui concerne la nécessité pour la communauté internationale de s'en remettre à la seule instance ayant autorité, c'est à dire à l'ONU et au Conseil de Sécurité, et, je le répète, nous faisons toute confiance au Secrétaire général des Nations Unies dans ce domaine.

QUESTION - Pour rester sur le dossier iraquien, il existe aujourd'hui, au moins en Europe, je dirais, trois lignes de fracture dans les grands pays européens : la position allemande, plutôt pacifiste, la position française que vous avez rappelée à l'instant et la position britannique qui a reçu d'ailleurs hier le soutien de M. BERLUSCONI. Alors, vous avez eu un petit échange à ce sujet avec M. BERLUSCONI qui serait plutôt favorable à, je dirais, une guerre préventive. Est-ce que vous avez réussi à infléchir son attitude et comment, là aussi, essayer de reformer, de recréer une véritable position européenne ?

LE PRESIDENT - Premièrement, après mon intervention amicale, M. BERLUSCONI a repris la parole en indiquant que, probablement, n'avais-je pas très bien compris sa position et qu'il n'y avait en réalité pas de différence entre sa position et la mienne. C'est ce qu'il a dit publiquement. Sur le premier point, la cohérence ou la cohésion européenne, je pense qu'il n'y aura pas de difficultés. Pour le moment, chacun exprime son point de vue avec sa sensibilité, avec ses intérêts. Je pense qu'au moment où les choses devront être décidées, il n'y aura pas de divergences de vues au sein de l'Union européenne, sous la seule réserve de la position définitive que prendra la Grande Bretagne.

Pour ce qui concerne votre évocation de la guerre préventive, c'est une philosophie à laquelle la France est totalement opposée car elle ne peut pas ne pas conduire aux pires excès.

QUESTION - Est-ce que vous pensez qu'il y a un risque de déflation en Europe, surtout en raison des problèmes économiques de l'Allemagne ?

LE PRESIDENT - Un risque de déflation ? Je n'ai absolument pas de craintes à ce sujet. Je ne crois pas du tout que l'Europe se situe aujourd'hui dans un contexte économique qui fasse craindre la déflation. Il y a quelques semaines encore, on craignait l'inflation, on m'avait posé la question : "est-ce que vous croyez que l'Europe va être dans l'inflation ?" J'avais dit non. Aujourd'hui, on dit : "est-ce qu'elle va être dans la déflation ?" Je dis non, je ne crois pas qu'il y a de dangers de cette nature.

QUESTION - Lors de ce sommet, les asiatiques ont souhaité le renforcement des relations avec la Corée du Nord. La France n'a pas de relations diplomatiques avec elle, est-ce que cette position va changer ?

LE PRESIDENT - Nous ne sommes pas hostiles à un rétablissement des relations avec la Corée du Nord. Vous vous souviendrez qu'au lendemain du sommet de Séoul, plusieurs de nos partenaires européens ont rétabli ou ont décidé de rétablir leurs relations avec la Corée du Nord. Cela était le cas notamment pour l'Angleterre et l'Allemagne. Et d'ailleurs, aujourd'hui, tous les Etats de l'Union Européenne sauf la France et l'Irlande ont rétabli, reconnu, plus exactement, le

régime de Piongyang. Je ne suis pas sûr que les diplomates de ces pays n'aient pas un peu confondu hâte et précipitation si j'en juge par les difficultés, jusqu'ici insurmontables, des Anglais et des Allemands d'être autorisés à circuler et d'être autorisés à établir un bureau quelque part. Pour le moment, ils ont rétabli la relation mais il n'y a pas de relation vu qu'il n'y a pas de bureau et qu'il n'y a pas de liberté de circulation. Alors ça, c'est un problème. Il va de soi que, si la France devait rétablir ses relations avec la Corée du Nord, il y aurait une première question qui se poserait. Est-ce que nous pourrions le faire convenablement et dans la dignité ?

Deuxièmement, il y avait tout de même des conditions qui avaient été mises au rétablissement des relations, qui étaient le respect des exigences internationales, notamment dans le domaine des armes de destruction massive. On ne peut pas avoir deux poids et deux mesures pour ce qui concerne l'existence des armes de destruction massive. Pour le moment, nous n'avons pas de témoignages absolument indiscutables. Alors, je ne vous cache pas que j'ai consulté le Président KIM Dae-Jung qui, lui, est favorable à ce que la France reprenne ses relations, parce que c'est le pays dont l'impact est le plus important. Et, donc, il est favorable à ce que la France reprenne, mettant un terme ainsi à l'incertitude européenne dans son ensemble.

Et je m'en suis aussi entretenu avec le Premier ministre KOIZUMI du Japon. Nous continuerons à en parler dans les prochaines semaines. Je ne dis pas non, quand cela sera justifié et possible.

QUESTION - Le Président ARAFAT a demandé votre intervention. Nous avons appris que certains pays asiatiques, dont le Premier ministre de Malaisie, avaient souhaité également votre intervention. Est-ce que vous pouvez nous expliquer ce que l'Union européenne peut faire ou est en train de faire pour arrêter relativement l'escalade, surtout qu'Israël vient de faire savoir ce matin qu'elle ne respecterait pas ou qu'elle ne s'engagerait pas à respecter la résolution du Conseil de Sécurité ?

LE PRESIDENT - Vous avez vu la résolution du Conseil de Sécurité, sa préparation, son vote avec l'abstention des Etats-Unis et la réaction d'Israël. Je ne vous apprend rien, c'est une information connue déjà depuis quelques heures.

Moi, je suis consterné par l'évolution de la situation au Proche Orient. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises au cours de ces derniers jours auprès du Gouvernement israélien pour faire cesser les opérations en cours contre l'Autorité palestinienne. Nous l'avons fait à titre français, nous l'avons fait à titre européen. Je crois que ces méthodes n'aboutiront à rien, que le siège de la Mouqataa doit être levé et que M. ARAFAT doit recouvrer sa pleine liberté de circulation. Naturellement, chacun doit se mobiliser sans réserve contre le terrorisme, c'est évident, dans la lutte contre le terrorisme et pour le processus de réforme de l'Autorité palestinienne. Mais, aussi, chacun doit se mobiliser pour la mise en oeuvre de la feuille de route du quartet et personne ne devrait avoir d'autre but. La feuille de route du quartet devrait s'imposer. Alors, je souhaite que la raison prévale et que les partis retrouvent le chemin de la négociation politique qui est le seul chemin de la sagesse.

QUESTION - Le Royaume Uni a publié son dossier sur l'Iraq ce matin, le ton est assez puissant, assez fort. Est-ce qu'il y a un danger que la guerre, maintenant, soit inéluctable et impossible à arrêter ? Ca serait super si vous pouviez répondre en anglais.

LE PRESIDENT - Non, non, mais j'ai bien compris votre question. Je l'ai comprise d'autant mieux qu'elle était en français, d'ailleurs.

Je ne crois pas du tout que la guerre soit inéluctable. J'ai répondu sur l'Iraq, j'ai dit quelles étaient les nuances qui peuvent exister entre nos amis Britanniques et nous mêmes ou les autres Européens. Je ne crois pas du tout que la guerre soit inéluctable. Je persiste à penser que la guerre est toujours la pire des solutions et qu'on doit tout faire pour trouver la meilleure des solutions, et que la seule solution, c'est que l'Iraq accepte sans réserves le retour et les pleins pouvoirs des inspecteurs.

Voilà, je vous remercie.